

**DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À
L'UNION NATIONALE DES
ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ**

Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente

Je soussigné Aurélien Beaucamp

Président de l'association AIDES


Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association

Objet social

L'association dite "AIDES" fondée le 13 mars 1988 par transformation de l'association AIDES, elle-même fondée le 4 décembre 1984, regroupe des personnes physiques et des personnes morales ayant pour but :

- d'identifier et de faire connaître l'ensemble des besoins des personnes touchées par l'infection au VIH ou toute infection s'y rattachant ;
- de venir en aide aux personnes touchées par l'infection au VIH et à leur entourage, pour répondre à leurs besoins sociaux, médicaux, psychologiques, juridiques, financiers et moraux ;
- de concourir à la réforme du système sanitaire et social à partir des expérimentations ou des revendications portées par l'association ;
- de mener toutes actions visant à la transformation des pratiques, des structures ou des réglementations dès lors qu'elles constituent une entrave à la lutte contre l'épidémie à VIH et aux besoins des personnes qui s'expriment à AIDES ;
- de diffuser en collaboration avec les institutions de recherche fondamentale et clinique une information rigoureuse en direction du public le plus large ;
- de défendre l'image, la dignité et les droits des personnes atteintes par l'infection au VIH ;
- de publier ou favoriser la diffusion de documents imprimés, audiovisuels, télématiques et électroniques relatifs à l'infection au VIH, sa connaissance, son traitement et sa prévention ;
- de mener des actions de solidarité internationale, notamment en aidant au développement des organisations non gouvernementales de lutte contre le sida et des groupes communautaires, français et étrangers ;
- de mener des actions de formation en lien avec son objet.



Une réforme des statuts et du règlement intérieur est actuellement en cours et sera soumise au vote lors de l'Assemblée Générale du 16 juin 2018 afin d'intégrer deux nouveaux axes : la lutte contre les discriminations et le champ des hépatites.

Cf : annexe 1 – statuts de AIDES

Membres du bureau (et leur situation sociale¹) :



COMPOSITION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION au 18 juin 2017

NOM	Prénom	Fonction	Adresse	Profession	Employeur	Date de naissance	Lieu de naissance	Nationalité	Adresse électronique
AUMOND	Catherine	Vice Présidente	18 rue de la République Bât B Pre 1 28110 Lucé	Sage femme PMI	Conseil départemental Eure et Loir	20/11/1958	Coutances (50)	française	caumont@aidés.org
BEAUCAMP	Aurélien	Président	62 rue de Clignancourt 75018 Paris	Partner - Manager exécutif senior	Michael Page	20/05/1983	Béthune (62)	française	abeaucamp@aidés.org
GALTIE	Samuel	Secrétaire Général	16 route de Bouchemaine 49130 Sainte Gemmes sur Loire	Directeur adjoint chargé des affaires financières et du système d'information	CESAME, centre de santé mentale angevin	12/07/1983	Aurillac (15)	française	sgaltie@aidés.org
MOUVEROUX	Sébastien	Trésorier	92 B avenue de Tarascon résidence Pamard entrée C 84000 Avignon	Contrôleur finances publiques Cellule Informatique Départementale - Pupitre Assistant Utilisateur	Direction Départementale des Finances Publique - Avignon	18/03/1979	Valence (26)	française	smouveroux@aidés.org
PALLOT	Laurent	Secrétaire Général adjoint	21 RUE Paul Belwo 93000 BOBIGNY	Retraité	retraité de la gendarmerie	14/07/1969	Clermont-Ferrand (63)	française	lpallot@aidés.org
SPIRE	Camille	Trésorière adjointe	25 avenue Corentin Carnou 75019 Paris	Cheffe du service des Affaires Générales, Direction de la Population Agée et des Personnes Handicapées	Conseil Départemental de la Seine Saint Denis	05/02/1986	Sèvres (92)	française	cspire@aidés.org

Cf : annexe 2 – composition du bureau du Conseil d'administration

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.

2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2014			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Volontaires de l'association	7 K€	0%
Subventions publiques	Internationales : Union Européenne et AFD Nationales : DGS, ARS, ANRS, Santé publique France, MILDT, Conseils généraux, communes, CPAM....	20 322 K€	48,5%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Entreprises, fondations, particuliers	18 547 K€	44,2%
Financements privés		124 K€	0,30%
Activités économiques de l'association		247 K€	0,60%
Autres sources de financements		2 692 K€	6,40%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2014 : 41 939 K€			

Cf : annexe 3 – rapport financier 2014



Ressources pour l'année 2015			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Volontaires de l'association	7 K€	0%
Subventions publiques	Internationales : Union Européenne et AFD Nationales : DGS, ARS, ANRS, Santé publique France, MILDT, Conseils généraux, communes, CPAM....	21 263K€	49,60%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Entreprises, fondations, particuliers Dons – 18284 Legs - 263	18 461 K€	43,1%
Financements privés		49 K€	0,10%
Activités économiques de l'association		204 K€	0,50%
Autres sources de financements		2 893 K€	6,70%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2015 : 42 877 K€			

Cf : annexe 4 – rapport financier 2015



Ressources pour l'année 2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Volontaires de l'association	10 K€	0%
Subventions publiques	Internationales : Union Européenne et AFD Nationales : DGS, ARS, ANRS, Santé publique France, MILDT, Conseils généraux, communes, CPAM....	21 153 K€	49,5%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Entreprises, fondations, particuliers	19 389 K€	45,3%
Financements privés		136 K€	0,30%
Activités économiques de l'association		355 K€	0,80%
Autres sources de financements		1 733 K€	4,10%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2016 : 42 776 K€			

Cf : annexe 5 – rapport financier 2016

**PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE
D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES**

3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

- a. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc. lien de l'association ?

Type	Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Présentation	Nature du lien	Période (depuis 2014)
Association	Comité de la charte	A pour mission, via son label de contrôler l'appel à la générosité publique. Mène différents travaux sur la gouvernance, les bonnes pratiques en gestion & fundraising,	AIDES a un représentant au Conseil d'administration	2016 à aujourd'hui
Association	CRIPS Ile de France	Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes	Membre du Conseil d'administration	
Association	Comede	Association médicale pour les personnes exilées	Convention de partenariat pour l'accès aux soins et des étrangers/financement annuel de Aides vers le Comede	2013 à aujourd'hui
Association	Ex Aequo	Association belge de promotion de la santé visant une diminution des nouvelles infections au VIH/sida et des infections sexuellement transmissibles (IST) auprès des hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes.	Membre du Conseil d'administration - Convention de partenariat	2015 à aujourd'hui
Association	Grey Pride	association pour améliorer les conditions de vie des seniors LGBT+ (Lesbienne,Gay,Bi,Trans).	Membre du Conseil d'administration	Depuis octobre 2016
Association	Le 190	centre de santé sexuelle, CEGIDD	Membre du bureau du Conseil d'administration - Convention de partenariat	2017-2018
Association	Les Petits Bonheurs	créée en 2008, elle a pour but de soutenir, d'accompagner et de stimuler des personnes séropositives ou malades du sida, en Ile-de-France, particulièrement isolées socialement et affectivement	Membre du Conseil d'administration - Convention de partenariat	2015 à aujourd'hui
Association	RAVAD - Réseau d'assistance aux victimes d'agressions de discriminations	Assiste les victimes d'agressions et de discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, principalement sur le plan juridique. Propose des formations juridiques. Rôle de plaidoyer notamment avec AIDES sur la reconnaissance pénale des discriminations à raison de l'état de santé (sérophobie) ou de l'identité de genre.	Membre du Conseil d'administration	2014 à aujourd'hui
Association	Solidarité Sida	Association de lutte contre le sida organisatrice d'événements et partenaires d'actions communautaires.	Convention de partenariat pour le paiement des timbres fiscaux dans le cadre /financement annuel de Aides vers Solidarité Sida	2013 à aujourd'hui
Collectif d'associations	African Black Diaspora	Réseau international de la diaspora noire dont AIDES est membre. Son siège est basé à Toronto	Membre du réseau	2015 à aujourd'hui
Collectif d'associations	AGCS - Africagay contre le sida	Réseau né en 2009 de la mobilisation d'une dizaine d'associations dont AIDES pour promouvoir la prise en charge des homosexuels dans les stratégies de LCS dans les pays d'Afrique. Ce réseau est régi par une charte d'adhésion. Objectif : lutter contre le Sida en milieu homosexuel et MSM.	Membre du réseau Africagay contre le sida	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	AIDS Action Europe	collectif de 450 ONG issues d'Europe et Asie centrale	Membre du Conseil d'administration	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	Coalition PLUS	Coalition PLUS a été créée en 2008, à l'initiative de quatre associations de lutte contre le VIH/sida : AIDES (France), ALCS (Maroc), ARCAD-SIDA (Mali), COCO-Sida (Québec). Portés par une vision commune, ses membres fondateurs avaient à cœur de bâtir une union internationale d'associations qui mettrait au centre de ses actions la démarche communautaire, en impliquant les personnes infectées, affectées ou vulnérables au VIH/sida dans tous les processus décisionnels, de réalisation et d'évaluation liés aux programmes de lutte contre la pandémie.	Membre fondateur - membre du conseil d'administration - convention de partenariat	2014 à aujourd'hui



Collectif d'associations	Collectif contre la dénutrition	rassemble de nombreux acteurs de la société civile pour enrayer la dénutrition	Membre du collectif	2016-2017
Collectif d'associations	Coordination Sud	<p>Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement – est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Elle rassemble plus de 130 ONG (humanitaires d'urgence, aide au développement, protection de l'environnement, défense des droits humains, etc.). Elle assure une double mission d'appui à la professionnalisation des ONG françaises et de représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde</p>	Membre	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	Fédération LGBT	<p>Elle regroupe des Centres Lesbiens, Gays, Bi, Transgenres et Intersexes (LGBTI+) et des associations locales ou nationales LGBTI+, qui agissent en France.</p>	Membre de la fédération	Depuis fin 2017
Collectif d'associations	Fédération santé habitat	<p>Construite dans les années 90 pour proposer une offre médico-sociale d'hébergement aux personnes atteintes du VIH, l'ouverture des établissements en 2002, à toutes les pathologies chroniques (cancers, maladies cardio-vasculaires, insuffisances rénales...) a permis le déploiement national de cette offre</p>	Membre du Conseil d'administration	2015 à aujourd'hui
Collectif d'associations	Impatients Chroniques Associés	<p>Regroupe des associations de personnes touchées par une maladie chronique. Objectifs : sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux difficultés quotidiennes rencontrées des personnes vivant avec une ou plusieurs maladies chroniques, documenter ces besoins, et mobiliser les personnes concernées.</p>	Membre du Conseil d'administration - Présidence	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	Institut des dirigeants d'associations et fondations	<p>regroupe les associations et fondations dans une logique d'échange d'expertise afin de favoriser l'amélioration de leurs pratiques, de défendre leurs intérêts et contribuer à la réflexion sur l'évolution du monde associatif.</p>	Membre	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	Inter LGBT	<p>Collectif des différentes associations investies sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bis et trans, en France et à l'international. Organise la Marche de fiertés de Paris, le Printemps des associations. Principal interlocuteur de l'état sur les questions des droits LGBT (mariage pour tous, PMA, changement d'état civil trans etc). AIDES est membre actif sur les droits et pour porter les questions de santé, notamment santé sexuelle des LGBT.</p>	Membre du Conseil d'administration et membre de la délégation santé de l'inter	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	ODSE	<p>Collectif d'associations de défense des étrangers, des malades et de médecins investis dans la défense du droit au séjour des étrangers malades et de l'accès aux soins des étrangers. Rôle d'observatoire et de plaidoyer.</p>	Membre	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	RAAC sida	<p>Le RAAC Sida, réseau des associations africaines et caribéennes agissant dans la lutte contre le sida et les hépatites. AIDES en assure la coordination et participe en tant que membre à la définition de ces orientations. Rôle de mobilisation/visibilité des communautés + action d'appui entre membres</p>	membre, assure la coordination	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	Sidaction	<p>Association de redistribution de collecte de fonds aux associations de lutte contre le VIH/sida. Elle finance à parts égales des programmes de recherche et des associations d'aide aux malades et de prévention, en France et à l'international</p>	Membre du Conseil d'administration	2014 à aujourd'hui
Collectif d'associations	TRT-5	<p>Collectif Traitement et Recherche thérapeutique d'associations de lutte contre le VIH/sida. AIDES est membre fondateur.</p>	Membre fondateur - membre du bureau	2014 à aujourd'hui

Instance officielle	AERAS	AIDES est signataire de la convention AERAS et représentée dans les instances de suivi de cette convention (statistique, enjeux, orientation sur les évolutions de AERAS)	AIDES a un représentant dans les instances de suivi	2014 à aujourd'hui
Instance officielle	AIDS society forum	regroupe les 27 pays de l'UE de la société civile à Luxembourg pour émettre des avis sur la lutte contre le VIH auprès de la commission Européenne	AIDES représente la France	2015 à aujourd'hui
Instance officielle	Agence Française de santé publique France	établissement public français à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé	membre du Conseil d'administration	2016 à aujourd'hui
Instance officielle	Conférence nationale de santé	consultation pour avis par le ministère ou diverses administrations	AIDES présente au sein du collège des malades et usagers du système de santé	2014 à aujourd'hui
Instance officielle	Conseil national du sida	Le Conseil national du sida est un organe consultatif indépendant composé de 24 membres spécialistes du VIH/sida, représentants de la société civile ou militants associatifs. Il est saisi ou il peut s'auto-saisir de toute question posée par le VIH/sida à la société. Il émet des avis et des recommandations sur ces questions (les plus récents concernent la PrEP et les auto-tests). Ses travaux sont adressés aux autorités politiques et à l'ensemble des personnes concernées par l'épidémie. Le CNS participe ainsi à la réflexion sur les politiques publiques et œuvre au respect des principes éthiques fondamentaux et des droits des personnes	Une militante de AIDES a été nommée par arrêté ministériel membre du CNS	2014 à aujourd'hui

b. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

Professionnels de santé

1. Catherine Aumond
2. Graciela Cattaneo
3. Hakima Himmich
4. Bruno Le Clézio

4/22 administrateurs-rices : 18,2%

Professionnels de l'action sociale

1. Christian Verger

1/22 : 4,54%

Total 5/22 soit : 22,73%

NOM	Prénom	Fonction	profession	Lieu d'exercice
AUMOND	Catherine	Présidente de la région Centre Val de Loire Vice Présidente	Sage femme PMI	Conseil départemental Eure et Loir
BEAUCAMP	Aurélien	Président	Partner - Manager exécutif senior	Michael Page
CALMON	Stéphane	Administrateur	Cadre bacancaure	Sélection 1818 - Unité économique et sociale - Natixis Wealth Management
CATTANEO	Graciela	Présidente de la région Normandie	Psychologue	Cabinet Libéral
COSTAGLIOLA	Dominique	Administratrice	Directeur de Recherche INSERM	Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de Santé Publique - UMR S 943
DANIEL	Agnès	Présidente de la région Auvergne Rhones-Alpes	Adjoint administratif des Administrations de l'Etat - adjoint administratif principal 2ème directeur adjoint chargé des affaires financières et du système d'information	UFR de Médecine et des professions paramédicales et dans l'UFR de Pharmacie de Clermont-Ferrand.
GALTIE	Samuel	Secrétaire Général	médecin infectiologue à la retraite	CESAME, centre de santé mentale angevin
HIMMICH	Hakima	Administratrice	Chef de projet	Casablanca – Maroc
GROETZ	Stéphanie	Présidente de la région Haut-de-France	Cheffe d'entreprise	Bombardier transport
LAFORTUNE	Marie José	Présidente de la région Caraïbes	sans profession	secteur BTP, second oeuvre.
LERT	Frederic	Administrateur	Aide médico psycho et formateur	Etablissement de santé publique de santé mentale EPSM Morbihan / centre de formation travailleurs sociaux - GRIMES
LE CLEZIO	Bruno	Président de la région Bretagne	Demandeur d'emploi	poste précédent non connu
MANGIN	Michel	Président de la région Ile de France	retraité	responsable de la formation à AIDES
MENDAO	Luis	Administrateur	retraité	Education nationale - rectorat de Nice
MERMOZ	Christian	Président de la région Nouvelle Aquitaine	professeur second degré biologie	Direction Départementale des Finances Publique - Avignon
MONTIGNY	Stéphane	Président de la région PACA	Contrôleur finances publiques Cellule Informatique Départementale - Pupitre	retraité de la gendarmerie
MOUVEROUX	Sébastien	Trésorier	Retraité	Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de Santé Publique
PALLOT	Laurent	Secrétaire Général adjoint	Directeur de Recherche INSERM - Santé et Recherche Communautaire	Conseil Départemental de la Seine Saint Denis
SPIRE	Bruno	Administrateur	Cheffe du service des Affaires Générales, Direction de la Population Agée et des Personnes Handicapées	société LETS OUT
SPIRE	Camille	Administratrice	Administrateur des Ventes	Actuellement sans emploi
VALET	Florian	Président de la région Pays de la Loire	Directeur d'établissement social et médicosocial	
VERGER	Christian	Président de la région Grand Est		

professionnels de santé

professionnels de l'action sociale

4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

5. Mentions légales

- a. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- b. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- c. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.*
- d. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- e. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- f. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Pantin

Le 29 mars 2018

Signature obligatoire

(mention non rendue publique)
